

PRÉFACE

« Je ne laisserai pas l’Islam politique contre lequel je me bats pied à pied chez moi se constituer une base arrière à la terrasse du Yildizlar ». Cette phrase forte de Hafez el-Assad me fut rapportée à l’été 1974 alors que je venais d’être affecté dans la zone et je la jugeais assez inquiétante pour la transmettre aussitôt à Paris avec les explications nécessaires. Le Yildizlar était ce grand café restaurant du quartier de Raouché à Beyrouth Ouest où se réunissait toute la gentry musulmane sunnite de la capitale libanaise pour se lamenter de la place politique et sociale privilégiée laissée par la puissance mandataire française aux Chrétiens maronites et pour s’inquiéter de la prise de pouvoir à Damas par la minorité « hérétique » alaouite. L’arrivée massive des réfugiés et organisations palestiniennes chassées de Jordanie en 1971 ouvrait toutefois des perspectives nouvelles en offrant aux affairistes sunnites des mercenaires armés que l’on se faisait fort de payer avec l’argent des pétromonarchies salafistes et de stimuler par l’influence des Frères Musulmans égyptiens et jordaniens.

C’était à l’évidence un scénario insupportable pour la communauté au pouvoir en Syrie, condamnée depuis le XIV^e siècle au génocide par une fatwa du jurisconsulte néo-hanbalite Ibn Taymiyya, précurseur du wahhabisme, que la monarchie des Saoud n’a jamais désavouée. Pour autant, et compte tenu du contexte international de l’époque, il paraissait exclu que Damas intervienne directement au Liban. Pour ceux qui connaissaient un peu la région et ses pratiques, on pouvait donc s’attendre à une intense période de manipulations, manœuvres indirectes, pressions politiques, économiques et terroristes, pogroms et massacres susceptibles à tout moment de déraper vers un conflit ouvert toujours incertain en cette période de « guerre froide ». Ma mise en garde fut accueillie à Paris dans la plus grande indifférence. La Syrie y était considérée comme un acteur mineur de l’équation régionale sans aucun intérêt face au poids démographique de l’Égypte, au poids militaire de l’Irak ou au potentiel économique et financier des pays de la péninsule. Ce désintérêt devait perdurer longtemps puisque encore en fin 2010, alors que, de retour de Damas, je rendais compte à l’Élysée de mes inquiétudes sur la stabilité du pays, je me suis entendu répondre : « Tu nous embêtes avec la Syrie, ce n’est même pas le PNB de la Slovaquie ».....

Il y avait pourtant de quoi s’inquiéter. Début 1974, le pouvoir syrien est un pouvoir faible. Parvenu à la tête de l’État quatre ans plus tôt seulement au terme d’un putsch militaire assorti de règlements de compte au sein de sa propre communauté, Hafez el-Assad sort à peine et piteusement de la guerre de 1973 qu’il n’a sans doute pas souhaitée mais dont il ne pouvait s’abstraire. Tout juste reconnus du bout des lèvres en 1972 comme musulmans chiites par une fatwa du prestigieux imam libanais Moussa Sadr, les Alaouites restent convaincus d’hérésie religieuse voire de paganisme dans le monde sunnite. Assad ne pouvait de surcroît passer pour un traître à la cause nationale arabe. Hors de question pour lui de s’engager militairement au Liban contre le symbole qu’étaient devenus les réfugiés palestiniens. Il lui faudrait trouver de la main d’œuvre locale peu suspecte de lui être affidée. Ce ne fut pas très difficile car il y a été considérablement aidé par l’ardeur prédatrice des chefs des organisations palestiniennes ainsi que par la faiblesse de l’État libanais et de son armée. Chassées de Jordanie fin 1971, fortement implantées depuis aux abords des grandes villes libanaises (Beyrouth, Tripoli, Saïda, Tyr) dont elles contrôlent les accès, les milices armées des organisations palestiniennes en paralysent les activités, terrorisent les populations locales et surtout y prélèvent « l’impôt révolutionnaire » qui, avec les détournements de l’aide arabe et internationale, alimente la fortune de leurs chefs.

En deux ans, de 1972 à 1974, la situation est vite devenue intenable pour les Chrétiens libanais, en particulier les Maronites, coincés entre mer et montagne dans une enclave limitée au nord par la très sunnite Tripoli et au sud par l’axe Beyrouth-Damas que contrôlent les Palestiniens. Ils n’ont plus d’accès sûr à l’aéroport international de Beyrouth dont la route est

verrouillée par les camps de Sabra et Chatila ni au port de Beyrouth verrouillé par le camp de la Quarantaine. Depuis 1936 et d'abord sous l'impulsion de Pierre Gemayel, les Chrétiens maronites sont dotés d'organisations de jeunesse à vocation politico-militaire dont l'objectif était d'abord de résister à la puissance mandataire française puis, après l'indépendance à affirmer la puissance du clan familial de Bickfaya, genre de « Corleone » levantin, chef-lieu de la province du Metn (littéralement : le « ventre » du Liban maronite). Ce sont les « Phalanges libanaises » (Kataëb) Ce qui amènera les autres « parrains » chrétiens à former leur propre milice (« Tigres » du PNL de Camille Chamoun, « Maradas » de Souleïman Frangieh, « Gardiens du Cèdre », etc.) qui n'égalèrent jamais la puissance des Phalanges. Et ce sont les Phalanges qui le 13 avril 1975 incarnent l'exaspération des Maronites libanais en déclenchant dans la banlieue sud de Beyrouth une vigoureuse riposte contre l'un des innombrables débordements armés dont les miliciens palestiniens et leurs alliés locaux étaient coutumiers.

Les affrontements vont durer près de deux ans, émaillés de cessez-le-feu précaires, d'accords non respectés, de massacres avérés, d'embuscades sournoises, d'atrocités diverses, de destructions sans nombre, de délitement de l'appareil d'État et de sa faible armée, d'exode des élites, de déplacements et regroupements de populations en fonction de leur appartenance communautaire. Ils dressent un mur d'incompréhension et de haine entre le noyau historique chrétien du Petit Liban et ce que la bien-pensance européenne, en particulier française, peu consciente de l'oxymore, s'obstinera à qualifier de « camp islamo-progressiste ». Nul n'étant vraiment en mesure de prendre le contrôle du terrain en dehors de son fief historique, les combats cristallisent les positions territoriales, économiques et sociales de chacun en les épuisant. Ces évolutions sont évidemment pain béni pour Damas où l'on regarde avec intérêt les deux parties se neutraliser en s'affaiblissant, quitte à les stimuler un peu par le biais des factions locales favorables à Damas (Saïka et FPLP-CG chez les Palestiniens, Parti National Social Syrien et Baas chez les Libanais) quand les adversaires manquent un peu d'ardeur combative.

Et c'est donc avec l'approbation générale, locale, arabe et régionale, enthousiaste ou résignée, que l'armée syrienne entre en force à la mi-76 au Liban pour « s'interposer » entre les forces antagonistes, ramener la paix civile et restaurer l'autorité de l'État. Elle y restera près de trente ans.... Mais tout le monde s'aperçoit très vite que le compte n'y est pas. Les Chrétiens libanais qui pensaient que Hafez el-Assad était venu à leur secours en une démarche informulée de solidarité des communautés minoritaires constatent qu'ils n'ont fait qu'échanger un prédateur contre un autre encore plus vorace qui se paye sur la bête et n'est nullement décidé à soutenir leurs privilèges. Dans le camp d'en face il apparaît rapidement évident que le jeu syrien consiste à fractionner les forces « islamo-progressistes » et empêcher leur connivence avec la résistance palestinienne. Et, pour justifier la permanence de l'occupation et le maintien de l'armée et des services de sécurité syriens sur place, il faut bien que se perpétue dans le pays un niveau minimal d'affrontements et de violences entre communautés rivales, mafias et seigneurs de guerre. La tâche est d'autant plus aisée que nombre d'organisations politico-militaires se sont installées peu à peu dans une économie de guerre entre grandes compagnies et n'ont aucun intérêt à un retour de la paix civile et de l'autorité de l'État.

Les Maronites ont rapidement compris que si Hafez el-Assad entendait neutraliser l'ensemble palestino-sunnite au Liban, il se devait face aux opinions publiques régionales et internationale de n'afficher aucune connivence avec le camp chrétien. Triplement menacés dans leur propre pays par leurs concitoyens musulmans, par les organisations palestiniennes et par l'occupant syrien, les Chrétiens arrivent à la conclusion qu'il leur faut rechercher à l'extérieur les appuis et soutiens politiques et militaires susceptibles de neutraliser ou au moins de dissuader les menaces. Or, les alliés traditionnels de la minorité se sont faits hésitants, voire réticents depuis plusieurs années. En particulier les Français, protecteurs séculaires, ont fait depuis la Présidence Giscard d'Estaing le choix d'une diplomatie mercantile orientée vers les pétromonarchies islamistes tandis que le Quai d'Orsay et l'intelligentsia parisienne n'ont d'yeux que pour la résistance palestinienne. Les États-Unis ont également fait le choix des pétromonarques et, dans la mesure où la situation n'implique pas la relation Est-Ouest, ils s'en désintéressent. Dans la tradition constante de la Russie impériale, l'URSS réserve sa sollicitude intéressée aux minorités

grec-orthodoxes de la région qui constituent l'ossature des mouvements nationalistes et gauchistes palestiniens (FPLP, FDLP, Septembre noir), des partis communistes de la région et fournissent de nombreux cadres au parti Baas syrien. Même le Vatican, soucieux du sort des Chrétiens d'Égypte, de Syrie, d'Irak, du Soudan, de Palestine, beaucoup plus nombreux que ceux du Liban, se montre indécis et fuyant.

En définitive, la seule « issue de secours » semble être du côté d'Israël, communauté minoritaire dans la région qui partage avec les Maronites libanais le fait d'être confronté à un environnement musulman hostile. Le projet est d'autant plus séduisant qu'il correspond à l'époque à un courant important de la pensée stratégique israélienne largement partagé par Ariel Sharon et Raphaël Eytan, qui sera formalisé en 1982 par l'ancien diplomate Oded Yinon dans la revue *Kivunim* de l'Organisation sioniste mondiale. Ce courant milite pour une « balkanisation » du Levant en micro-États homogènes sur le plan communautaire, ethnique ou religieux (Chrétiens, Druzes, Kurdes, Yézidis, Alaouites, Chiites, Turkmènes, etc.). Une telle formule inspirée de la politique des minorités que la puissance mandataire française avait tenté de mettre en place dans les années 1920 avait aux yeux de ses promoteurs le double avantage de légitimer Israël en tant qu'État communautaire et d'entourer l'État hébreu d'un glacis de petits États trop faibles pour constituer une menace mais suffisamment dissuasifs pour servir de rempart face à un « océan sunnite » à jamais revancharde et agressif. L'idée en sera d'ailleurs reprise sans succès au début des années 2000 à l'échelle du Grand Moyen Orient – de l'Égypte au Pakistan – par des analystes du Pentagone.

Pour autant, Bashir Gemayel, à la tête des Phalanges, sait que les politiques et militaires israéliens sont des gens sérieux avec lesquels il ne peut aborder une relation d'alliance et de coopération en se présentant comme un simple chef de bande féodal parmi d'autres ou un '*abadaye* (« gros bras ») de village. Fils puîné de Pierre Gemayel, Bachir est une sorte de Michael Corleone de la famille. Sympathique, souriant, cultivé, charismatique mais rigoureux, la politique et le pouvoir l'intéressent plus que les affaires et les finasseries mercantiles levantines. Les débordements des organisations palestiniennes l'ont convaincu de la nécessité d'instaurer au Liban un État centré sur sa composante chrétienne et suffisamment fort pour ne plus être le déversoir et le champ clos des innombrables conflits de la région. Il lui faut pour cela unifier le camp chrétien sous sa houlette, non pas en subordonnant les différentes entités politico-militaires chrétiennes aux Phalanges, ce qui serait apparu comme une domination induite de la famille Gemayel, mais en les fondant en une entité collective détachée des factions traditionnelles qui prendra en 1977 le nom de « Forces Libanaises ». Outre les miliciens, les « FL » rallient autour d'elles de nombreux cadres de l'armée, des services de sécurité et de la fonction publique. La fusion ne s'est pas faite sans heurt, sans drame et sans quelques Saint Valentin dans le réduit chrétien mais dès 1978 les Forces Libanaises ont constitué un solide édifice militaire, politique et social qui leur permet de tenir tête aux prétentions palestiniennes, de neutraliser les forces islamiques, de trouver des formes de *modus vivendi* avec l'occupant syrien et d'entamer une relation solide avec les politiques et les militaires israéliens.

Jacques Neriah, homme de tête et de cœur, officier de terrain rompu aux subtilités de l'environnement arabe d'Israël à l'époque, a participé directement à la construction de cette relation dont il nous livre ici les origines, les ressorts, les méandres, les contradictions, les complexités levantines et surtout les espoirs, en particulier l'espoir d'un Moyen Orient où les minorités non-arabes et non-sunnites, pour la plupart présentes bien avant l'expansion de l'Islam et de la conquête arabe, pourraient vivre dans la paix, la dignité et l'honneur. L'espoir s'est fracassé à l'été 1982 quand, dans la logique de la connivence avec les Forces Libanaises, l'armée israélienne déclenche sous des prétextes divers l'offensive qui va la mener jusqu'à Beyrouth et contraindre à l'exil vers la Tunisie, les dirigeants palestiniens et la plupart de leurs miliciens tandis que, dans l'urgence, Bachir Gemayel est élu Président de la République le 23 août. C'était sans compter avec Hafez el-Assad qui a parfaitement réussi à laisser à d'autres le soin de priver l'Islam sunnite régional de sa main d'œuvre guerrière palestinienne. Ce résultat acquis, les Forces libanaises et leur chef ne lui sont plus d'aucune utilité, risquent de contester la mainmise

syrienne sur le pays, et l'exposent même au danger, s'il ne réagit pas, d'accusation de collusion avec les Chrétiens et les Juifs.

Le 23 août 1982, alors qu'il n'a pas encore prêté serment, Bachir Gemayel est assassiné dans l'effondrement d'un immeuble piégé par un militant du Part National Social Syrien, Habib Chartouni, libéré après son procès des prisons libanaises par l'armée syrienne et que l'on dit réfugié en Syrie. L'assassinat du charismatique chef des Forces Libanaises provoque l'entrée de ses miliciens dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila où ils se livrent à un massacre de populations civiles sous les yeux de l'armée d'occupation israélienne qui ne réagit pas. Il est encore aujourd'hui difficile de dire si ces atrocités ont été commises en réaction exaspérée à l'assassinat de leur chef ou si les responsables des Forces Libanaises ont tenté, dans la tradition mafieuse, de « mouiller » les Israéliens dans un crime collectif et partagé supposé renforcer les liens d'alliance entre bandes.

Le rêve se transforme en cauchemar. Le Liban retourne à ses pratiques claniques, son économie de guerre, ses trafics, ses affrontements entre seigneurs locaux et petits chefs de milices en une situation compliquée par l'émergence dans les années 80 de la composante déshéritée chiite du pays maintenant soutenue et instrumentalisée par l'Iran islamique. En Israël, l'opinion publique et les politiques sont traumatisés par la condamnation internationale unanime de l'intervention militaire au Liban et de ses conséquences humaines. L'idée d'une gestion régionale par les minorités est enterrée durablement au profit d'une recherche d'accords de coexistence *a minima* et fragiles avec les puissances sunnites voisines (Égypte, Jordanie, pétromonarchies de la péninsule). Par son habileté manœuvrière, Hafez el-Assad a offert à la communauté alaouite de Syrie, trente années de prédation au pays du Cèdre et de protection relative contre l'irrationnelle violence salafiste. Autant d'acquis que les wahhabites et les Frères Musulmans feront payer à la Syrie avec usure à partir de 2011. Quant aux Palestiniens, dispersés aux quatre vents du monde arabe, ils voient chaque jour leur espace territorial, politique, moral et culturel se réduire comme peau de chagrin et fondre au soleil des nouvelles contradictions régionales.

Triste Levant.....

Alain Chouet
Ancien chef du Service de renseignement de sécurité de la DGSE
Juillet 2019